

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 14, 1981

• 2011

[Text]

The Chairman: I think in the absence of a quorum we might want to go ahead anyway, ladies and gentlemen, because there are not going to be any motions that I am aware of and I think it is rather important that we get the show on the road.

I would ask Mr. Hines to be good enough to identify the other officials for the record.

Mr. Roy Hines (Assistant Director, International Economic Relations, Department of Finance): Thank you, Mr. Mackasey. On my left is Tom Shenstone, who works with me in the Department of Finance, and Mr. Fraser Laschinger, here on my right. Next to Fraser is Jocelyne Bessette-Aubry, who is our legal counsel in the department. If you have any detailed questions relating to National Revenue, Philip Zerr is over there in the corner and he can answer those. We also have a number of members of the Anti-dumping Tribunal here out of curiosity but if you have questions for them I am sure Mr. Perrigo will be quite happy to respond to them.

The Chairman: And poor little me all alone on this side.

Mr. Hines: You all alone.

The Chairman: An unequal battle.

Actually, I might say we will probably increase the membership of the committee to four rather than three, because of the problem of quorum and the need for continuity. We do not want to delay our meetings any more than necessary, because the whole issue has taken on rather surprising importance. This is good. I think we will be able to do justice to it.

I am not sure how we should proceed here, except that over the holidays I have had a chance to do a little reading of the white paper and the legislation, which I cannot make any heads or tails of anyway. You have to pardon me for my ignorance of the subject matter. But after a week of reading and rereading, I think I have the thing in perspective, if not necessarily all the players.

I did get a series of questions together based on my own reading. I do not pretend they are as penetrating as possible, and they are not necessarily in the order the proposals in the white paper are in—excuse me, Mr. Hines, on that. One of the things that interested me was your second proposal, in which I think the word “paper” refers to price undertakings. We refer there to the government’s termination of anti-dumping procedures upon receipt of a voluntary undertaking by an exporter to redress, as agreed by the exporter, by increasing prices to eliminate the margin of dumping. This was a feature introduced in the code back in 1968. Why have we waited so long? What is the resistance by the officials or the government, or whoever?

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 14 mai 1981

[Translation]

Le président: Mesdames et messieurs, même s’il n’y a pas quorum, je crois que nous allons commencer, car, à ma connaissance, aucune motion ne sera présentée, et j’estime qu’il est important que nous nous mettions à l’œuvre.

Je vais demander à M. Hines de bien vouloir avoir l’obligeance de présenter les fonctionnaires qui l’accompagnent.

M. Roy Hines (directeur adjoint, Relations économiques internationales, ministère des Finances): Merci, monsieur Mackasey. À ma gauche se trouve M. Tom Shenstone, qui travaille avec moi au sein du ministère des Finances, et à ma droite, voici M. Fraser Laschinger. Mme Jocelyne Bessette-Aubry, conseillère au sein du service du contentieux, est assise à côté de lui. Si vous avez des questions précises à poser au sujet du Revenu national, M. Phillip Zerr, que vous voyez là-bas, dans le coin, pourra y répondre. Des membres du Tribunal antidumping sont également venus aujourd’hui, par curiosité, mais si vous avez des questions à leur poser, je suis certain que M. Perrigo y répondra très volontiers.

Le président: Et moi qui suis tout seul de mon côté.

M. Hines: Vous êtes tout seul.

Le président: Les forces participant à la bataille ne seront pas à égalité.

Je précise cependant que le nombre de membres du Comité augmentera, il y en aura quatre plutôt que trois, en raison du problème de quorum que nous connaissons et de la nécessité qu’il y a d’assurer une certaine continuité. Nous ne voulons pas retarder le début des réunions plus que nécessaire, car toute cette question a pris une importance surprenante, ce qui est une bonne chose. Je crois que nous serons en mesure d’être à la hauteur.

Je ne sais pas tout à fait comment il faut procéder. Pendant le congé, j’ai tout de même eu le temps de parcourir quelque peu le Livre blanc et la loi, à laquelle je ne comprends goutte d’ailleurs. Je vous demande donc d’excuser mon ignorance de la question. Cependant, après avoir lu et relu sur le sujet pendant une semaine, j’estime avoir une idée de quoi il retourne, même si je ne comprends pas tous les détails.

À la suite de cela, j’ai préparé une série de questions. Je ne prétends pas qu’elles soient les plus pénétrantes, ni qu’elles suivent l’ordre dans lequel les propositions du Livre blanc sont présentées. Je vous demande de bien vouloir m’excuser de cela, monsieur Hines. Une des choses qui a retenu mon attention est votre deuxième proposition, où le mot «papier» se rapporte à des engagements en matière de fixation des prix. Il y a question de l’abandon, de la part du gouvernement, de procédures antidumping, sur réception d’un engagement pris volontairement par un exportateur. Ce dernier promet d’éliminer l’écart constituant la situation de dumping en augmentant ses prix. Or, cette disposition figure dans le code depuis 1968. Pourquoi avons-nous donc attendu aussi longtemps? Pourquoi les fonctionnaires gouvernementaux, ou quiconque, résistent-ils?